

MARC VILLEPREND — AYNE FILS

1809

1854

Marc. Villeprend

1809-1812

|

Anthelme Brunet

1812-1832

|

A. Brunet et G. Ayné

1832-1833

|

Guillaume Ayné neveu

1833-1835

|

Veuve Ayné

1835-1853

|

P. Ayné fils

LITHOGRAPHE

1854-....

MARC VILLEPREND, rue Confort, 7 (1809-1812).

« Anno quo supra [1750] die vigesima quinta septembris, Joannes et Marcus Villepran, filii gemini naturales et legitimi Petri et Mariae Bonefon, conjugum, nati hodie circa horam undecimam matutinani, baptisati sunt ; patrini Joannis Joannes Natalis Capeau et Maria Diana Geraud ; patrini marci sub conditione baptisati Marcus Mouret et Claudia Bourachon ».

(Arch. Avignon, Saint-Genest, Naissances, 1748-1781, f°20.)

« Le seize janvier mil huit cent vingt et un, pardevant ..., ont comparu ..., lesquels ont déclaré que Marc Villeprend, âgé de septante et un ans, natif d'Avignon, imprimeur demeurant à Lyon, place Saint-Jean n°3, époux de Françoise Meunier, est décédé hier... ».

(Arch. Lyon, Décès, 1821, n°209.)

ANTHELME BRUNET, rue Confort, 9 (1812-1817).

« Le jour trente aoust mil sept cents soixante et treize je soussigné vicaire ay baptisé antelme né d'hier, fils de Jacques Brunet ex fabricant et de Marie Marthe Genet son epouse... ».

(Arch. Lyon, Saint-Pierre-le-Vieux, 1773, n°992.)

Il dut mourir hors Lyon : retiré en 1833 rue de l'Annonciade, il a échappé à toutes mes recherches dans les archives et l'état civil des arrondissements.

A. BRUNET, place Saint-Jean, 3 (1817-1827).

A. BRUNET, Grande rue Mercière, 44 (1827-1832).

A. BRUNET ET [G.] AYNE, Grande rue Mercière, 44 (1832-1833).

GUILLAUME AYNE NEVEU, Grande rue Mercière, 44 (1833-1835).

« Le huit pluviose an six [28 janvier 1798], est né à Roanne Guillaume, fils de Ainé Pierre et de Guery Gabriel [*sic.*] ».

(*Arch. Roanne*, Naissances, an 6 [1798].)

« Des registres de l'État civil de la Commune de Fontaines Saint Martin, il résulte que Guillaume Ayné, profession de libraire imprimeur, âgé de 37 ans, né en la Commune de Roanne, département de la Loire, demeurant en la commune de Fontaines Saint Martin, 'Le petit Moulin', fils de Pierre Ayné et de Gabrielle Guery décédés, époux de Claudine Damour, est décédé dans cette Commune, le 31 mai 1835, à 11 heures du matin ».

(*Arch. Fontaines-Saint-Martin* [Rhône], 1835, n°14.)

VEUVE AYNE, Grande rue Mercière, 44 (1835-1853).

PIERRE AYNE FILS, Grande rue Mercière, 44 (1854-....).

Il était seulement lithographe et n'entre pas, par conséquent, dans le cadre de ma nomenclature.

Lyon, qui était le grand centre commercial du sud-est, fut toujours, depuis l'origine de ses grandes foires, un point de ralliement pour les artisans de toute la région, qui y affluaient de Mâcon, de Vienne, de Belley, de Grenoble, de Valence, d'Avignon. Ces deux dernières villes, surtout, furent pour Lyon une sorte de séminaire d'imprimeurs, et Villeprend fut l'un de ces derniers.

Né à Avignon en 1750, il vint à Lyon avant 1778 pour y travailler dans quelque atelier inconnu. « Libraire », disent certains documents ; « simple ouvrier imprimeur », affirment certains autres. Villeprend, en tout cas, avait établi sa fille Barthélemye dans une boutique de librairie au numéro 1 de la rue Mercière.

Entre gens de métier, surtout de même métier, ceux du dix-huitième siècle et des temps antérieurs avaient de fréquents rapports. Des alliances — je veux dire des mariages — en résultaient le plus souvent : c'est ce qui arriva chez les Villeprend, de qui la fille épousait, le 1^{er} thermidor de l'an IX (20 juillet 1803), Anthelme Brunet, « jeune homme actif et intelligent », qui exploitait lui-même un commerce de librairie au numéro 51 de la Grande rue Mercière.

Libraire ou bien ouvrier imprimeur, Villeprend fit ce que faisaient à ce moment toutes les dynasties du livre : il adjoignit à la librairie familiale un atelier de typographie.

L'absence de documents, notamment de la liste des imprimeurs dans l'*Almanach de Lyon* pendant les premières années du dix-neuvième siècle, ne permet pas de juger du moment précis où cette imprimerie fut créée. En 1810, elle était « nouvelle et peu connue » et « ne travaillait que médiocrement ». Elle possédait trois presses, dont deux seulement étaient occupées. Son personnel se composait de neuf ouvriers : trois compositeurs dirigés par un prote, un correcteur et quatre pressiers.

En 1811, Anthelme Brunet prit possession de l'imprimerie de son beau-père, qui s'était établi au numéro 9 de la rue Confort, et il l'exploita dans ce local pendant cinq ans, c'est-à-dire jusqu'en 1817. À ce moment, Michel Leroy (voir Amable Leroy), qui

avait été appelé depuis quelques années aux honneurs consulaires et présidait aux destinées du tribunal de commerce, avait du même coup laissé périlcliter l'imprimerie qu'il exploitait au numéro 3 de la place Saint-Jean, et c'est là qu'au cours de cette année 1817, dans les locaux « vides » de l'imprimerie Leroy, nous retrouvons Anthelme Brunet. Était-il simplement venu y occuper la place d'un atelier totalement disparu ? Avait-il, au contraire, succédé aux Leroy ? C'est ce que je ne saurais dire.

Brunet demeura là pendant dix ans. En 1827, il transféra son atelier au numéro 44 de la Grande rue Mercière, à l'angle de la rue de la Monnaie, dans un immeuble appartenant à son confrère Zacharie Durand. C'est là qu'il devint « imprimeur de la Ville », ce qui, sans doute, signifie simplement qu'il imprima pour l'administration municipale.

Brunet imprimait aussi *Le Précurseur* dont, en 1830, les rédacteurs avaient refusé de se soumettre à celle des ordonnances du 25 mai qui exigeait qu'aucun journal ne pût être publié sans autorisation du pouvoir. Le matin du 30 juillet, en exécution d'un ordre du préfet, les presses de Brunet qui servaient à l'impression du *Précurseur* furent saisies par deux commissaires de police.

Pourtant, Brunet imprimait pour la ville, et c'est à ce titre qu'il fut mêlé au mouvement insurrectionnel de 1831, contre lequel une affiche signée par lui — par lui en tant qu'imprimeur — avait été placardée sur les murs le 23 novembre.

Il y a quelque apparence que l'année suivante, sinon en 1833, Anthelme Brunet se soit associé avec l'un de ses ouvriers, Guillaume Ayné, de Roanne, dit « Guillaume Ayné neveu ». Neveu, en effet, de Joseph et de Dominique-Laurent Ayné, qui étaient alors imprimeurs, l'un rue Saint-Dominique, l'autre rue de l'Archevêché (voir Ayné, et Kindelem).

Anthelme Brunet se retira en 1833 rue de l'Annonciade, et son atelier resta aux mains de son associé Guillaume Ayné. Mais celui-ci n'en jouit pas pendant très longtemps. Au cours de l'année 1835, il mourut et, en octobre, par une circulaire où elle s'excuse de ce que « l'attente de son brevet [qu'elle avait obtenu le 19 juillet] l'ait empêchée de faire part plus tôt à sa clientèle du changement survenu dans sa maison », sa veuve sollicite des clients de son mari « la continuation de ses ordres ».

La bibliographie propre à la veuve Ayné est nombreuse. Depuis la mort de son mari, jusqu'au moment où son nom cesse de paraître dans l'Annuaire, celui-ci est lié à près de vingt de ces petits journaux éphémères que firent naître les événements de 1834 et ceux de 1848. En voici la liste : *Le Gratis Lyonnais*, de Rond, 1835 ; *L'Institut catholique*, 1842 ; *L'Entre acte*, de Bréjot, 1848 ; *Le Franc-parleur lyonnais*, de Roux, 1848 ; *Le Peuple souverain*, de Faurès, 1848 ; *La France républicaine*, de Campagne, 1848 ; *Le Moniteur républicain*, de Dubois, 1848 ; *Le Glaneur lyonnais*, de Bréjot, 1848 ; *Ésope*, de Naquet, 1849 ; *Le Niveau social*, de Naquet, 1849 ; *Le Monde républicain*, de Gabert, 1849 ; *L'Homme du peuple*, de Villard, 1849 ; *La Revue démocratique*, de Carret, 1849 ; *L'Égalité*, de Durand, 1849 ; *Le Travail*, de Maréchal, 1849 ; *Le Démocrate*, de Gabert, 1849 ; *La Démocratie*, de Mathieu, 1849 ; *L'Hippodrome soulier*, de Warnet, 1850.

En 1853, au moment où la veuve Ayné est sur le point de disparaître, sa maison est désignée ainsi dans les *Indicateurs de Lyon* : « Ayné (V^{ve}), imprimerie typographique et lithographique, madame Damour régisseur, Grande rue Mercière 44 ». Je ne

comprends pas très bien cette régie d'une dame Damour, qui est le propre nom de la veuve Ayné, au moment même où son fils allait lui succéder. Cependant, ne retrouvant aucune trace de son décès au moment où son nom disparaît des annuaires, j'en déduis que, peut-être, éloignée de Lyon, incapable par conséquent de gérer sa maison, elle en avait laissé le soin à sa mère, bien que son fils eût été en âge de le faire¹.

Ayné fils ne figure pas davantage que sa mère dans la liste d'imprimeurs que, à partir de ce moment précis, publie à nouveau l'*Almanach de Lyon* après en avoir abandonné l'insertion depuis 1838. Mais j'ai pu retrouver dans une lettre écrite en 1854 par l'un des agents impériaux qui « renseignai[en]t » à ce moment le Pouvoir, la trace de cet « Ayné fils, ennemi du gouvernement », mais qui « était prudent et ne se compromettait pas ».

Puis — et tout ceci pour mémoire — Claudine Damour suivit son fils à Ibraïla en Valachie, où ce dernier se rendait pour y exploiter une industrie de suifs et de chandelles. La veuve Ayné y mourut le 20 septembre 1868.

Bibliographie

Lévy-Schneider, « Le gouvernement insurrectionnel de l'hôtel de ville en novembre 1831 », *Revue d'histoire de Lyon*, 1910, p. 194.

Arch. Lyon, Recensements, 1817.

Renseignements de M. Maurice Goutel.

1. EN FAIT, SELON BEGUET, *OP. CIT.*, « CLAUDINE AYNE CEDE LA GESTION DE L'IMPRIMERIE A SA BELLE-SŒUR, LOUISE DAMOUR, EN 1846. CELLE-CI AYANT 'LIVRE SES PRESSES AUX PLUS ARDENTS REPUBLICAINS' EN 1848-1849 (IMPRESSION DU JOURNAL *LE PEUPLE SOUVERAIN*), LE BREVET EST RETIRE A CLAUDINE AYNE LE 26 MARS 1850 ».